



Le 20 février 2018

## Mise au point

Nous lisons ces derniers jours beaucoup de choses qui ont été volontairement détourné de leur contexte. Nous ne pouvons laisser dire de telles inepties et nous déplorons ces écrits qui veulent lancer une guéguerre syndicale stérile qui ne sert aucunement les salariés et où nous ne prendrons pas part car nous avons d'autres combats à mener.

**Nous pensons que dans la situation actuelle, une unité syndicale serait au contraire la bienvenue.**

- En Novembre 2013, la direction Michelin annonçait la fermeture de l'activité poids-lourds du site de Joué-les-Tours. Cette annonce supprimait 706 emplois sur ce site. Après d'âpres négociations, **SUD signait le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) qui permettait aux salariés touchés par cette annonce de bénéficier d'indemnités financières supra-légales, de conditions de reclassement et de départs à la retraite anticipés.**  
Devions-nous laisser Michelin fermer cette activité sans se battre ?  
De plus, nous n'avons pas souvenir que les élus SUD aient applaudi la promesse de M.SENARD faite dans le même temps, annonçant des investissements et des créations d'emplois sur notre site.
- **La signature du pacte Skipper par SUD n'est pas due à une collaboration avec la direction mais au résultat d'une consultation du personnel posté (62% de oui).**  
Doit-on considérer que les personnes qui avaient voté « Oui » sont aussi des inconscientes et ont collaboré avec la direction ?
- **SUD n'a pas attendu la consultation du personnel en 2x4 pour se positionner.**
- En Octobre 2016, **seule la direction a mis en place le 4x8 réactifs sur le site.** Nous n'avons pas connaissance qu'en France, les syndicats gèrent les usines avec les directions. La direction avait un accord de réactivité signé en Février 2016 mais n'était pas obligée de le mettre en place aussitôt. **SUD avait, comme d'autres, mis en garde la direction sur la prématurité de ce passage en 4x8 au regard de tous les changements que nous allions avoir à affronter.**

**Pour conclure, seule la direction Michelin (site et France) est responsable de la situation périlleuse dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Ce n'est aucunement la faute des salariés de RYO qui ne font que subir.**

**Vos élus SUD continueront de se battre à vos côtés pour essayer de donner un avenir à notre site.**